

**Syrie - Publication du rapport de la
commission Pinheiro sur l'offensive
d'Alep - Déclaration du
porte-parole du ministère des
affaires étrangères et du
développement international
(Paris, 01 mars 2017)**

La commission d'enquête internationale indépendante sur la Syrie a publié un rapport qui documente les graves violations des droits de l'Homme et du droit international humanitaire à Alep entre juillet et décembre 2016, notamment par le régime et ses soutiens. La France condamne toutes les violations, dont certaines peuvent être constitutives de crimes de guerre.

Depuis l'origine du conflit, la France appelle les parties, en premier lieu le régime syrien, à assumer leur responsabilité de protection des populations civiles en Syrie. Elle rappelle que c'est à son initiative que, dans un contexte d'extrême urgence humanitaire, le conseil de sécurité des Nations unies a adopté, le 19 décembre 2016, la résolution 2328 pour répondre, notamment, aux besoins de la population d'Alep.

La France soutient activement les travaux de la commission d'enquête internationale, qui sont essentiels pour préparer le travail de la justice. Son mandat doit être renouvelé dans le cadre du conseil des droits de l'Homme en mars 2017.

En effet, les responsables de ces atrocités devront rendre des comptes devant la justice. La France demeure mobilisée pour lutter contre l'impunité pour tous les crimes commis en Syrie./.